



KPMG AUDIT SUD-EST SAS
480 avenue du Prado
13008 Marseille

Adresse contact :

KPMG
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

Association de Loi 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL LA MAISON DE L'EAU
La Maison de l'eau 30500 ALLEGRE LES FUMADES

KPMG Audit Sud-Est, société de commissaires aux comptes
rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux
comptes de Aix – Bastia.

Société française membre du réseau KPMG constitué de
cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited,
une société de droit anglais (private company limited by
guarantee).

Société par actions simplifiée

Siège social :
480 avenue du Prado
13269 Marseille Cedex 8
Capital social : 200 000 €
512 802 729 RCS Marseille



KPMG AUDIT SUD-EST SAS
480 avenue du Prado
13008 Marseille

Adresse contact :

KPMG
251 Rue Euclide
Parc Eureka
34900 Montpellier

CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL LA MAISON DE L'EAU

La Maison de l'eau 30500 ALLEGRE LES FUMADES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL Association de Loi 1901

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL Association de Loi 1901 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 13 juin 2024

KPMG AUDIT SUD-EST SAS

2024.06.1
3 18:18:36
+02'00'

Florence GABRIEL

Commissaire aux comptes

Bilan - Actif				
en €	Brut	Dépréciation	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de R et D	0	0	0	0
Concessions, brevets	2 201	-2 201	0	0
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immos incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acptes / imm. inc.	0		0	0
Ss tot Immos Incorporelles	2 201	-2 201	0	0
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Instal. techn., mat. et out.	3 023	-1 814	1 209	1 814
Autres immos corporelles	27 753	-24 054	3 698	5 192
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0
Av. et acptes / imm. corp.	0		0	0
Ss tot Immos Corporelles	30 776	-25 868	4 907	7 006
Participations	0	0	0	0
Créances rattachées particip.	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immos financières	0	0	0	0
Ss tot Immos Financières	0	0	0	0
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	32 977	-28 069	4 907	7 006
Matières premières, approv.	0	0	0	0
En cours prod. biens	0	0	0	0
En cours prod. services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	173	0	173	167
Ss tot Stocks	173	0	173	167
Avances et acptes sur cm des	0	0	0	0
Clients et cptes rattachés	8 112	0	8 112	13 830
Autres créances	18 254	0	18 254	25 408
Capital sousc. appelé non versé	0		0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Instruments de trésorerie - Actif	0	0	0	0
Disponibilités	81 750		81 750	96 122
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	108 288	0	108 288	135 527
Charges constatées d'avance	0		0	0
Charges a répartir	0		0	0
Primes de remboursement des emprunts	0		0	0

Ecarts conversion actif	0		0	0
TOTAL GENERAL ACTIF	141 265	-28 069	113 195	142 533

Bilan - Passif		
en €	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	106	106
Réserves	24 089	24 089
Report à nouveau	64 006	95 735
RESULTAT DE L'EXERCICE	-20 033	-31 729
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	0	0
TOTAL (I)	68 167	88 201
Fonds dédiés	0	0
TOTAL	0	0
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	0	0
TOTAL (II)	0	0
Emprunts obligataires convert.	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emp. & dettes / Ets Crédit	0	0
Emp. & dettes fin. divers	0	0
Avances et acomptes / cm des	0	0
Dettes fournisseurs	15 212	20 147
Dettes fiscales et sociales	24 515	33 087
Dettes sur immobilisations	0	0
Autres dettes	5 301	1 098
Instruments de trésorerie - Passif	0	0
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL (III)	45 028	54 332
Ecart conv. Passif	0	0
TOTAL GENERAL PASSIF	113 195	142 533

Compte de résultat		
en €	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	74	101
Production vendue, biens	7 037	6 280
Production vendue, services	34 084	42 528
Chiffre d'affaires	41 195	48 909
Production stockée	0	0
Production immobilisée	0	0
Concours publics et Subventions d'exploitation	216 629	220 401
Utilisation des fonds dédiés	0	18 732
Reprises amortiss. + provisions	0	178
Autres produits	4	1 396
Produits d'exploitation	257 828	289 617
Achats de marchandises	85	0
Variation de stock march.	-6	114
Achats de matières premières	0	0
Variation de stock mat. prem.	0	0
Autres achats, charges externes	115 344	137 992
Impôts et taxes	2 146	1 988
Salaires et traitements	117 484	131 130
Charges sociales	31 198	41 458
Immos : Dot. aux amortissements	2 099	1 968
Immos : Dot. aux dépréciations	0	0
Actif circ. : Dot. provisions	0	0
Risques : Dot. provisions	0	0
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	10 129	7 430
Charges d'exploitation	278 478	322 080
RESULTAT D'EXPLOITATION	-20 650	-32 463
Bénéf attr. ou perte tr.	0	0
Perte supp. ou bénéf tr.	0	0
Produits financiers de part.	815	887
Prod. autres valeurs mobil.	0	0
Autres intérêts et prod. ass.	0	0
Reprises sur dépréciations	0	0
Différences pos. de change	0	0
Produits nets / cessions v.m.p.	0	0
Produits financiers	815	887
Dotations financières	0	0
Intérêts & charges assimilés	0	0
Différence négative de change	0	0
Charges nettes / cessions v.m.p.	0	0
Charges financières	0	0

RESULTAT FINANCIER	815	887
RES. COURANT AVANT IMPOT	-19 835	-31 576
Produits except.: ope. gestion	133	94
Produits except.: ope. Capital	0	0
Produits exceptionnels	133	94
Charges except.: ope. gestion	331	247
Charges except.: ope. Capital	0	0
Dotations exceptionnelles	0	0
Charges exceptionnelles	331	247
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-198	-153
Participation des salaires	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	0
<i>TOTAL PRODUITS</i>	<i>258 776</i>	<i>290 598</i>
<i>TOTAL CHARGES</i>	<i>278 809</i>	<i>322 327</i>
BENEFICE OU PERTE	-20 033	-31 729

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	-53385	0
Bénévolat	-1140	-1510
TOTAL	-54525	-1510

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mise à disposition gratuite de biens	53385	0
Personnel bénévole	1140	1510
TOTAL	54525	1510

CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
le 31/12/2023**

Montants exprimés en euros

Centre de Développement Culturel

*Ce rapport contient 10
pages*

Table des matières

1	Faits majeurs de l'exercice	2
1.1	Evénements principaux de l'exercice	2
1.2	Evénement postérieur à la clôture	2
1.3	Activité et moyens de l'entité	2
1.4	Principes, règles et méthodes comptables	2
1.4.1	Présentation des comptes	2
1.4.2	Méthode générale	3
1.4.3	Changement de méthode d'évaluation	3
1.4.4	Changement de méthode de présentation	3
2	Informations relatives au bilan	4
2.1	Actif	4
2.1.1	Tableau des immobilisations	4
2.1.2	Immobilisations incorporelles	4
2.1.3	Immobilisations corporelles	4
2.1.4	Amortissements	5
2.2	Passif	6
2.2.1	Fonds associatifs	6
2.2.2	Etat des créances	7
2.2.3	Etat des dettes	7
3	Informations relatives au compte de résultat	8
3.1	Ventilation des produits d'exploitation	8
3.2	Ventilation de l'effectif moyen	8
4	Autres informations	9
4.1	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition...)	9
4.2	Publication des rémunérations des trois plus hauts dirigeants des associations subventionnées.	9
4.3	Calcul retraite	10

1 Faits majeurs de l'exercice

1.1 Evénements principaux de l'exercice

Charges :

- Actions culturelles pour un montant de 8 336 € (spectacles/ateliers/techniciens).
- Aides à la création pour un montant de 6 584 €.
- Charge salariale conséquente en raison du :
 - non renouvellement du contrat CDD de 1 an de Mme Ambrosini.
 - retour de retraite de Mme Rouquette, pour deux contrats de 3 mois 12h/semaine afin d'assurer les tâches administratives en attendant un nouveau recrutement.
- passage de 1 à 2 cachets/semaine du chargé de production pendant 6 mois

Produits :

Recettes en billetterie passant à 21 331 € contre 23 775 € en 2022.

La DRAC a octroyé une subvention pour l'action culturelle et artistique d'un montant de 2 000 €.

- Une subvention dans le cadre de l'action culturelle et artistique auprès de la Communauté de Communes de Cèze-Cévennes d'un montant de 6 000 €

- une augmentation de la subvention de la commune pour Les Mardis des Fumades avec 1 spectacle supplémentaire pour un montant de 2 500 €

Le FONPEPS, une aide à l'emploi pour un montant de 1 206 €

La DRJS pour un montant de 2 000 €

Le CNC CNM une aide d'un montant de 7 098 €

Augmentation des rétrocessions (cratère ; communes en décentralisé, prêt plateau, mise à dispo de technicien etc....)

Activité et moyens de l'entité

Le Centre de Développement Culturel a pour but :

D'accueillir et d'organiser des activités à caractère culturel.

Promouvoir le spectacle vivant et la culture.

Contribuer au rayonnement du spectacle vivant et de la culture sur le territoire intercommunal.

Encourager la création, la production et la diffusion d'œuvres artistiques.

Créer des liens avec les autres acteurs du territoire intercommunal, départemental et régional.

Soutenir des associations dans l'émergence de projets artistiques et culturels.

Promouvoir la diversité culturelle.

Sensibiliser les publics à la culture.

Favoriser la mise en place d'activités de pratiques artistiques, culturelles et actions de sensibilisation en direction des publics et notamment des scolaires.

De prendre en compte la dimension socioculturelle et d'éducation populaire.

1.2 Principes, règles et méthodes comptables

1.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'association a arrêté ses comptes selon le PCG 2014 (ANC 2014-03) complété des dispositions de L'ANC 2018-06.

1.2.3 Méthode d'évaluation

La méthode d'évaluation des contributions volontaires en nature des bénévoles a été effectuée sur un tableau pour chaque événement et comptabilisé en nombre d'heures et valorisée sur la base du SMIC pour un montant de 1 140.48 €.

Une convention est signée entre le bénévoles et l'association.

Une mise à disposition gratuite de biens a été effectuée par une convention de matériel acquis dans le cadre du plan Led Spectacle vivant en Occitanie, cofinancé par l'union au titre du Fonds Européen de développement régional pour un montant de 53 384.68 €

1.2.4 Méthode de présentation

Les postes comptables de la classe 860000 à 875000 sont inscrits au bilan 2023.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Actif

2.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 201,24			2 201,24
Immobilisations corporelles	30 775,55			30 775,55
Immobilisations financières				
TOTAL	32 976,79			32 976,79

2.1.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-Bail

2.1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Principaux mouvements

Au cours de l'exercice, il y a n'y a pas eu de mouvements

2.1.4 Amortissements

Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Mat. Bureau. Informatique	Linéaire	3 ans
Matériel Régie	Linéaire	5 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	2 ans

Tableau des amortissements

Immobilisations incorporelles	2 201,24			2 201,24
Immobilisations corporelles	23 769,39	2 098,78		25 868,17
Immoilisations mat,outillage				
TOTAL	25 970,63	2 098,78		28 069,41

2.2 Passif

2.2.1 Fonds associatifs

2.2.1.1 Fonds associatifs sans droit de reprise

Valeur du patrimoine intégré				-
Fonds statutaires				-
Apports sans droit de reprise	106,20			106,20
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				-
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme ⁽¹⁾				-
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				-
Réserves	119 823,54		31 729,16	88 094,38
Réserves indisponibles				-
Réserves statutaires ou contractuelles				-
Réserves réglementées				-
Autres réserves ⁽²⁾	119 929,74			88 200,58

⁽²⁾ Dont réserve pour projet associatif

2.2.2 Subventions de fonctionnement Affectées

Situations Ressources	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice D=A-B+C
Conseil Départemental	40 000,00	40 000,00	40 000,00		
Conseil Régional	26 000,00	26 000,00	26 000,00		
Mairie Allègre	26 000,00	26 000,00	26 000,00		
CLECT via CCCC	53 550,00	53 550,00	53 550,00		
CCCC	56 000,00	56 000,00	56 000,00		
DRAC	2 000,00	2 000,00	2 000,00		
FONPEPS	1 206,00	1 206,00	1 206,00		
DRJS	2 000,00	2 000,00	2 000,00		
CNC CNM	7 098,25	7 098,25	7 098,25		
TOTAL	213 854,25	213 854,25	213 854,25		

2.2.3 Dons manuels, legs et donations affectées

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restants à engager en fin d'exercice D=A-B+C
Ressources					
Pole Cirque	1 775,00	1 775,00	1 775,00		
Grotte de la Cocalière	1 000,00	1 000,00	1 000,00		
<i>sous-total</i>	2 775,00	2 775,00	2 775,00	-	-
- Legs et donations					
<i>sous-total</i>	-	-	-	-	-
TOTAL	2 775,00	2 775,00	2 775,00	-	-

2.2.4 Etat des créances

Créances	Montant brut	Degré d'exigibilité de l'actif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Avances et acomptes sur commande				
Clients et comptes rattachés	8 112	8 112		
Autres créances	18 254	18 254		
Charges constatées d'avance				
TOTAL	26 366	26 366	-	-

2.2.5 Etat des dettes

		moins d'1 an	à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 212	15 212		
Dettes fiscales et sociales	24 515	24 515		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Fonds dédiés				
Produits constatés d'avance	5301	5 301		
TOTAL	45 028	45 028	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Ventilation des produits d'exploitation

Partenariat	2 775,00
Produits divers	19 794,00
Total des produits d'exploitation	257 829

3.2 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Permanents CDI temps plein	1	
permanents CDD temps plein	2	
Permanent CDD temps partiel	1	
TOTAL	4	-

Au cours de l'exercice,
5 techniciens intermittents
sont intervenus.

1 intermittent attaché de
production

4 Autres informations

4.1 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition...)

- Mise à disposition gratuite des biens et prestations pour un montant de 53 384.68 €
- Personnel bénévole : recensement fait pour un montant de 1 140.48 €

4.2 Publication des rémunérations des trois plus hauts dirigeants des associations subventionnées.

Rémunération à verser :

En application de l'article 20 de la loi relative au volontariat et à l'engagement éducatif du 23/05/2006, nous vous signalons que :

- Les rémunérations des dirigeants bénévoles (Président, Secrétaire, Trésorière) s'élèvent à 0€.

4.3 Calcul retraite

- Monsieur Cayron Didier dans l'hypothèse d'un départ à la retraite en 2033 avec une indemnité de fin de carrière égale à 4 mois de salaire après 26 ans d'ancienneté dans l'association selon la convention collective soit 11 748.16 €